



Point II de l'ordre du jour provisoire
COMITE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE
Vingtième session
Rome, 25-28 avril 1995
EVALUATION DE LA SITUATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE ET EXAMEN A MOYEN TERME

TABLE DES MATIERES

	Paragraphes
I. SITUATION ET PERSPECTIVES DE LA SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE	
1.1 Situation de la production d'aliments de base	1-28
1.2 Echanges, aide, stocks, offre globale et évolution des prix dans le secteur céréalier	1-6
1.3 Perspectives des disponibilités céréalières en 1995/96	7-15
1.4 Indicateurs globaux de la sécurité alimentaire	16-17
1.5 Sécurité alimentaire des ménages	18-21
1.6 Suite donnée à la Conférence internationale sur la nutrition	22-25
	26-28
II. INCIDENCES DU CYCLE D'URUGUAY	29-37
2.1 Effets projetés	29-33
2.2 Répercussions sur la sécurité alimentaire	34-37
III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	38-43

	Pages	
Tableau 1	Variation des indicateurs de la sécurité alimentaire	13
Tableau 2	Indice de la consommation par habitant et indice global de la sécurité alimentaire des ménages	14-16
Tableau 3	Evolution des prix internationaux de produits alimentaires d'ici l'an 2000 par rapport à la période 1987-89	17
Tableau 4	Taux de croissance réels et projetés de la production, de la consommation et des échanges	18
Tableau 5	Accroissement du coût des importations de produits alimentaires et évolution de la balance commerciale agricole des pays en développement d'ici l'an 2000 par rapport à la période 1987-89	19
Tableau 6	Indice de la consommation de produits alimentaires dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier en l'an 2000 (1987-89=100)	20
Tableau 7	Indice des répercussions de l'insuffisance des récoltes sur les prix des céréales (1987-89=100)	20

I. SITUATION ET PERSPECTIVES DE LA SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE

1.1 Situation de la production d'aliments de base

1. La production mondiale d'aliments de base, qui comprennent les principales céréales ainsi que les racines et tubercules, aurait augmenté en 1994 pour atteindre 2,085 milliards de tonnes¹, ce qui représente une progression de 2 pour cent environ par rapport à 1993. Cette augmentation est intervenue essentiellement dans les pays développés et s'explique en grande partie par la nette reprise de la production de céréales secondaires aux Etats-Unis. En revanche, la production totale d'aliments de base n'a progressé que de manière marginale aussi bien dans les pays en développement que dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier².
2. En 1994, la production mondiale de céréales a été estimée à 1,953 milliard de tonnes, soit 60 millions de tonnes ou 3 pour cent de plus que le niveau atteint en 1993, quoique toujours légèrement inférieur à la tendance. Une augmentation de 11 pour cent (ou 89 millions de tonnes) de la production de céréales secondaires a plus que compensé la réduction de 6 pour cent (ou 34 millions de tonnes) enregistrée par la production de blé. On s'attendait aussi à une progression de 1 pour cent (soit 6 millions de tonnes) de la production de riz. L'amélioration de la production mondiale de céréales secondaires s'explique en grande partie par la nette reprise de la récolte aux Etats-Unis par rapport au niveau déprimé par le mauvais temps de l'année dernière. Dans l'ensemble, l'augmentation de la production céréalière est intervenue essentiellement dans les pays développés. De même, la réduction de la récolte de blé est intervenue essentiellement dans les pays développés, notamment en Australie, au Canada et dans la Communauté d'Etats indépendants (CEI).
3. Dans les pays en développement, la production céréalière totale a diminué en Asie. On s'attendait à ce que la récolte de blé en Asie en 1994 soit inférieure de 6 millions de tonnes au niveau record de 1993, tout en demeurant autour de la moyenne. Ce repli s'explique par le mauvais temps dans plusieurs des grands pays producteurs de blé, y compris la Chine, le Pakistan et la Turquie et par une politique de réduction délibérée de la production en Arabie saoudite. En revanche, la production de céréales secondaires de cette région a dépassé en 1994 celle de l'année précédente et a atteint un niveau record. La plupart des pays de cette région ont vu leur production augmenter. La production de riz de la région devait selon les prévisions augmenter de 3 millions de tonnes pour atteindre un total de 468 millions de tonnes. Les récoltes ont été plus importantes en Inde, au Japon, en République de Corée et en Thaïlande, mais plus modestes au Bangladesh, en Chine et au Pakistan.
4. En Afrique, où la production céréalière totale a progressé de 7 pour cent en 1994, la production de blé et de céréales secondaires a augmenté dans la plupart des sous-régions à l'exception de l'Afrique australe, où la production de maïs a été en diminution sensible. En Afrique australe (à l'exclusion de l'Afrique du Sud), la production de céréales secondaires en 1994 a été estimée inférieure de 30 pour cent au niveau atteint l'année précédente. En Afrique du Nord, la production de blé a, selon les estimations, dépassé de 25 pour cent celle de l'année précédente et s'est située au-dessus de la moyenne, ce qui s'explique exclusivement par une récolte record au Maroc qui a plus que compensé la diminution des récoltes en Algérie, en Egypte et en Tunisie. La production de céréales secondaires dans cette sous-région devait aussi progresser de 29 pour cent. En Afrique de l'Ouest, les récoltes de céréales secondaires ont été moyennes ou supérieures à la moyenne dans la plupart des pays en raison des conditions généralement favorables à la croissance qui ont régné pendant toute la campagne. En outre, les perspectives générales étaient excellentes pour la récolte de riz de cette sous-région. En Afrique centrale, les récoltes de céréales secondaires

¹ Les chiffres cités dans le présent document s'entendent de la production de riz exprimée en équivalent paddy et non en équivalent riz usiné.

² Il s'agit des pays à déficit vivrier dont le revenu par habitant est inférieur au seuil utilisé par la Banque mondiale pour déterminer si les pays ont droit à l'assistance de l'IDA (ce seuil se situait à 1 345 dollars E.-U. par an en 1993).

ont été satisfaisantes en raison des bonnes conditions de culture qui ont persisté pendant toute la campagne. En Afrique de l'Est, la production totale de blé en 1994 a été provisoirement estimée au même niveau que celle de l'année précédente, tandis que la production de céréales secondaires semblerait avoir progressé de 21 pour cent par rapport à la récolte réduite de 1993.

5. En ce qui concerne la région **Amérique latine et Caraïbes**, la production de céréales secondaires et de blé en Amérique du Sud a, selon les estimations, progressé de façon modérée en raison de conditions atmosphériques favorables. La récolte principale de riz dans la sous-région aurait dépassé de 7 pour cent celle de 1993. En **Amérique centrale**, les perspectives d'une augmentation de la production de blé au Mexique, qui est quasiment le seul producteur de la sous-région, étaient excellentes. L'importance de la deuxième campagne de céréales secondaires en 1994 semblait toutefois incertaine dans cette sous-région; malgré une augmentation des emblavures, les semis ont été retardés dans la plupart des pays par la sécheresse. Dans la sous-région des Caraïbes, un recul de la production des cultures pluviales de maïs et de sorgho était attendu en 1994.

6. La production mondiale de **racines et tubercules**, qui viennent au deuxième rang des aliments de base après les céréales, a selon les estimations diminué de près de 3 pour cent en 1994, pour tomber à 148 millions de tonnes en équivalent céréales. Cette contraction de la production traduit essentiellement un fléchissement de la production de pommes de terre, dans les pays développés notamment, et de manioc. En revanche, la production mondiale d'igname et d'autres racines et tubercules de moindre importance a augmenté, tandis que celle de patates douces est restée quasiment inchangée. La production mondiale de manioc a selon les estimations baissé de 1 pour cent par rapport à 1993, en raison essentiellement des replis enregistrés en Afrique et en Asie. Dans la plupart des pays, des problèmes intermittents provoqués par des invasions de cochenilles et des épidémies de mosaïque ont abaissé les rendements, en particulier au Malawi, au Mozambique et au Zaïre. La production a aussi été compromise en Angola, au Libéria et au Rwanda par les troubles et le mauvais temps. En Extrême-Orient, les récoltes de manioc ont diminué en Inde, en Indonésie et en Thaïlande. La production de pommes de terre a sensiblement augmenté en Afrique, en Amérique latine et en Extrême-Orient, de même qu'en Afrique de l'Ouest celle d'igname et d'autres racines et tubercules de moindre importance. Le fléchissement général de la production de racines et tubercules n'a donc que peu touché l'ensemble des pays en développement, et notamment les pays à faible revenu et à déficit vivrier, le repli de la production de manioc ayant été largement compensé par l'accroissement de la production de pommes de terre, d'igname et d'autres racines de moindre importance.

1.2 Echanges, aide, stocks, offre globale et évolution des prix dans le secteur céréalier

7. Selon les prévisions, les **échanges mondiaux de céréales** en 1994/95 se seraient établis à 191 millions de tonnes, niveau qui représente une progression de 2 pour cent par rapport à l'année précédente, bien que demeurant encore inférieur de 20 millions de tonnes au niveau de 1992/93. Une légère reprise était attendue pour les échanges de blé et de céréales secondaires, alors qu'un léger tassement était prévu pour les échanges de riz. Les importations totales de céréales réalisées par les pays en développement ont, selon les estimations, progressé d'environ 6 pour cent pour atteindre le niveau record de 131 millions de tonnes. En revanche, les importations des pays développés pourraient diminuer de 5 pour cent pour se situer à 60 millions de tonnes, niveau le plus faible enregistré en 20 ans et qui s'explique essentiellement par l'effritement persistant des importations de la CEI.

8. Selon les prévisions, les importations totales de blé des pays en développement devraient légèrement dépasser en 1994/95 celles de la dernière campagne, par suite exclusivement d'une progression des expéditions à destination de certains pays d'Asie, en particulier la Chine, le Pakistan et la Turquie. Les importations de blé des pays en développement d'Afrique devaient tomber à près de 10 pour cent au-dessous du niveau de 1993/94 pour être ramenées au niveau le

plus bas enregistré en plus de dix ans. On prévoyait que cette diminution concernerait essentiellement l'Afrique du Nord même si, un fléchissement des importations était aussi attendu en Afrique subsaharienne, en particulier au Kenya, au Nigéria et au Soudan. Le volume des achats effectués par la plupart des autres pays demeurerait dans l'ensemble inchangé. Les importations de céréales secondaires des pays en développement devraient progresser d'environ 8 pour cent, pour atteindre 48 millions de tonnes, une augmentation des ventes à destination de l'Asie, de l'Afrique du Nord et de l'Amérique centrale, et notamment du Mexique, étant attendue. En revanche, les importations des pays de l'Afrique subsaharienne seraient probablement inférieures de quelque 15 pour cent (ou 600 000 tonnes) au niveau de l'année dernière, se situant ainsi au niveau le plus bas enregistré en trois ans, en raison du repli des importations d'un petit nombre de pays, le Kenya et le Soudan en particulier, où les perspectives de la récolte s'étaient améliorées. Les importations de riz des pays en développement pourraient chuter de 11 pour cent en 1994/95 pour se situer à 10,6 millions de tonnes.

9. Le volume total de l'aide alimentaire en céréales pour 1994/95 a été estimé à environ 10 millions de tonnes, soit 20 pour cent de moins environ que l'estimation pour 1993/94, qui s'établissait à 12,5 millions de tonnes. En l'absence de nouvelles allocations budgétaires, le volume de l'aide alimentaire aux pays en développement, estimé à 7 millions de tonnes, resterait pour la deuxième année consécutive en deçà de l'objectif annuel minimal de 10 millions de tonnes de céréales pour les pays en développement, qui avait été fixé en 1974 par la Conférence mondiale de l'alimentation, tombant ainsi au niveau le plus bas enregistré en près de 20 ans. Compte tenu de l'accroissement attendu des importations de céréales des pays en développement, le rapport entre l'aide alimentaire et les importations totales de céréales pourrait tomber de 7 pour cent en 1993/94 et de plus de 8 pour cent au cours des deux années précédentes à 5,4 pour cent. Pour les pays à faible revenu et à déficit vivrier, ce rapport entre l'aide alimentaire et les importations de céréales pourrait tomber selon les estimations à 11 pour cent en 1994/95, contre 13 pour cent en 1993/94 et 16 pour cent en 1992/93.

10. En novembre 1994, les annonces de contributions à la Réserve alimentaire internationale d'urgence (RAIU) s'élevaient à environ 1 million de tonnes de produits alimentaires, volume dans lequel les céréales représentaient 78 pour cent, d'autres produits alimentaires, huiles végétales, légumineuses et lait écrémé en poudre principalement. Par ailleurs, des contributions constituant la partie restante d'un montant de 14 millions de dollars E.-U. ont été annoncées en 1994 au titre du Compte pour intervention immédiate, qui est un compte de liquidités créé dans le cadre de la RAIU afin de faciliter l'achat et la livraison de produits alimentaires pour faire face à de soudaines situations d'urgence. A côté des contributions à la RAIU, environ 641 952 tonnes de céréales et 80 642 tonnes d'autres produits ont aussi fait l'objet d'engagements au titre d'un compte subsidiaire du budget ordinaire du PAM pour couvrir les besoins des opérations d'intervention prolongée en faveur des réfugiés (IPR).

11. Une réorientation de l'utilisation et de la distribution de l'aide alimentaire semble constituer la nouvelle tendance. Depuis 1990/91, l'aide alimentaire fournie dans des situations d'urgence a sensiblement augmenté. Au cours des années 80, le volume annuel de l'aide alimentaire dans des situations d'urgence était de l'ordre de 2,4 millions de tonnes en moyenne, moyenne qui a atteint 4 millions au cours des trois dernières années. Exprimée en pourcentage de l'aide alimentaire totale, l'aide alimentaire d'urgence destinée aux pays en développement en a représenté pas moins de 25 pour cent au cours des trois dernières années. On a aussi observé une profonde redistribution de l'aide alimentaire à l'Europe et aux pays de l'ex-URSS qui, en 1993/94, ont absorbé 39 pour cent du total de l'aide alimentaire, affectée essentiellement au soutien de la balance des paiements. Parallèlement, environ 35 pour cent du total des ressources consacrées à l'aide alimentaire restent disponibles pour la lutte contre la faim et la malnutrition chroniques. Par ailleurs, les donateurs d'aide alimentaire, aussi bien bilatéraux que multilatéraux, recherchent les moyens d'améliorer les répercussions que toutes les formes d'aide alimentaire peuvent avoir sur le développement, aussi bien dans les pays en développement que dans les pays de l'ex-URSS.

12. Selon les prévisions, les stocks céréaliers mondiaux à la fin des campagnes 1994/95 se situeraient à 304 millions de tonnes, soit à un niveau inférieur de 4 pour cent à leur niveau d'ouverture. Un net repli des stocks de blé et un certain tassement des stocks de riz devraient être presque entièrement compensés par un relèvement marqué des stocks de céréales secondaires qui, selon les estimations, se situeraient à un niveau nettement supérieur à leur niveau d'ouverture relativement faible. Les stocks mondiaux de report de blé devraient tomber à 109 millions de tonnes, ce qui représente une baisse de près de 19 pour cent par rapport à leur niveau d'ouverture et les ramène à un niveau proche du point le plus bas atteint en plus de 15 ans. Les prévisions situent les stocks mondiaux de riz à 54 millions de tonnes, à la fin de la campagne de commercialisation de 1995, soit 3 millions de moins que leur niveau d'ouverture, ce qui signifie que les stocks de riz ont diminué pour la quatrième année consécutive.

13. Dans les pays en développement, les stocks de blé devraient diminuer en 1995 d'environ 3 pour cent pour s'établir à 51 millions de tonnes, les plus fortes réductions étant attendues en Asie, même si les stocks augmenteront sans doute légèrement en Syrie et en Inde. En Afrique, les stocks de blé devraient diminuer de 8 pour cent, essentiellement en Afrique du Nord. Les stocks de report de céréales secondaires en fin de campagne dans l'ensemble des pays en développement seraient restés quasiment inchangés. Les stocks de riz diminueront sans doute aussi bien dans les grands pays exportateurs que dans les grands pays importateurs.

14. Selon l'estimation de la FAO, les disponibilités cérésières de 1994/95 (production estimée en 1994 plus stocks reportés des campagnes de 1993/94) seraient légèrement supérieures à celles de 1993/94, une forte progression de la production de céréales secondaires aux Etats-Unis ayant largement compensé le fléchissement de la production de blé enregistré ailleurs. A la fin des campagnes de commercialisation 1994/95 toutefois, le total des stocks céréaliers mondiaux pourrait se situer au point le plus bas de la fourchette qui, de l'avis du Secrétariat de la FAO, constitue le niveau minimal nécessaire pour garantir la sécurité alimentaire mondiale. En outre, si l'on analyse les différents types de céréales, la détérioration de la situation de l'offre et de la demande de blé en 1994/95, qu'il s'agisse du recul de la production, de la réduction des stocks, de la hausse des prix et de son incidence sur le volume de l'aide alimentaire, est un sujet de préoccupation pour de nombreux pays en développement importateurs de blé étant donné que cette céréale, contrairement aux céréales secondaires, est essentiellement destinée à la consommation alimentaire.

15. En fait, les prix à l'exportation du blé ont marqué une forte hausse au cours des premiers mois de 1994/95 (juillet/juin) en raison de la diminution des disponibilités qui était envisagée. La moyenne mensuelle du prix nominal du blé hard winter N° 2 des Etats-Unis (valeur f.o.b. Golfe) a atteint une crête de 168 dollars E.-U. la tonne en octobre 1994, soit environ 28 dollars E.-U. de plus qu'un an plus tôt. Un tassement des prix est toutefois intervenu vers la fin de 1994 en raison de la faiblesse de la demande dans certains des principaux pays importateurs. Les prix à l'exportation du maïs sont restés relativement déprimés depuis juillet 1994 sous la pression de la récolte record enregistrée aux Etats-Unis et qui a sensiblement amélioré la situation de l'offre et de la demande par rapport à l'année dernière. Les prix du riz sur le marché international ont été extrêmement instables en 1994, leur moyenne ayant été sensiblement plus élevée qu'au cours de l'année précédente.

1.3 Perspectives des disponibilités cérésières en 1995/96

16. Dans l'hémisphère Nord, les semis de blé d'hiver pour la récolte de 1995 étaient quasiment terminés à la fin de 1994. Compte tenu des emblavures et de l'état des cultures, les perspectives étaient dans l'ensemble favorables dans les principales régions productrices en Amérique du Nord, en Europe et en Asie; selon les indications reçues, l'humidité du sol et les réserves d'eau pour l'irrigation, là où cela est nécessaire, paraissaient suffisantes et les cultures semblaient être essentiellement en bon état au moment où la dormance d'hiver approchait. Les perspectives sont

toutefois mauvaises dans la CEI, où la persistance d'un temps sec et de la pénurie de machines agricoles et de combustible dans les principaux États producteurs a réduit les superficies ensemencées en céréales d'hiver. En Asie, l'essentiel du blé d'hiver qui sera récolté en 1995 a été semé; les perspectives initiales semblent dans l'ensemble satisfaisantes. En Chine, l'humidité du sol a été suffisante pour le développement des cultures. Les perspectives initiales pour la récolte étaient aussi favorables en Inde et au Pakistan. La récolte de la campagne principale de riz en 1994 a commencé. La FAO a légèrement augmenté ses prévisions pour la production mondiale de riz en 1994 en les portant à 532 millions de tonnes, en partie pour tenir compte de l'augmentation de la production désormais attendue en Egypte, au Japon, en République de Corée et aux États-Unis. Bien que ce volume constituerait un nouveau record, la progression par rapport à l'année précédente ne dépasserait pas 1 pour cent, c'est-à-dire qu'elle serait moindre que celle attendue de la demande.

17. Contrairement aux perspectives favorables dans d'autres régions, les perspectives initiales pour les campagnes céréalières de 1995 en Afrique australe étaient incertaines du fait que, dans plusieurs pays, des périodes de temps chaud et sec avaient retardé la mise en culture. La plupart des régions du Zimbabwe n'ont bénéficié que de pluies parsemées, de même que la partie occidentale de la zone de cultures céréalières en Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, la Namibie, le Swaziland et la Zambie. Malgré quelques précipitations au début de 1995, les superficies ensemencées ont été réduites, les cultures qui commençaient à pousser ont été endommagées et les perspectives de précipitations suffisantes pendant le reste de la période de croissance sont incertaines. La sous-région pourrait donc enregistrer une production sensiblement réduite en 1995. Compte tenu de la chute de l'année dernière, il en résulterait un problème de sécurité alimentaire extrêmement grave pour les pays touchés.

1.4 Indicateurs globaux de la sécurité alimentaire

18. Le tableau 1 donne un aperçu des sept indicateurs que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CFS) a coutume de prendre en considération pour évaluer la situation globale de la sécurité alimentaire. Le premier de ces indicateurs porte sur le rapport entre les stocks céréaliers mondiaux à la fin des campagnes 1994/95 et la consommation tendancielle en 1995/96, qui se situerait à environ 17 pour cent, c'est-à-dire au niveau inférieur de la fourchette qui, selon le Secrétariat de la FAO, est le seuil minimal nécessaire pour garantir la sécurité alimentaire mondiale. L'indicateur 2 donne le rapport entre les disponibilités et les besoins des principaux exportateurs de blé et de céréales secondaires³. Ce rapport est resté inchangé en 1994/95. Une mesure analogue (indicateur 3) est le niveau des stocks céréaliers de clôture détenus par les principaux exportateurs, en pourcentage des utilisations finales (consommation intérieure plus exportations). Cet indicateur montre que la situation des disponibilités s'est sensiblement détériorée pour le blé, mais qu'elle s'est considérablement améliorée pour les céréales secondaires, en particulier pour le maïs. En ce qui concerne le riz, le resserrement du marché a porté essentiellement sur le riz de qualité supérieure, en raison surtout d'une demande exceptionnellement forte au Japon.

19. Les indicateurs 4, 5 et 6 rendent compte des variations de la production céréalière pour un groupe important de pays consommateurs. L'indicateur 4 montre une nette détérioration de la production céréalière combinée de l'Inde, de la Chine et de la CEI, soit une chute de 4,6 pour cent par rapport à 1993/94. Cela s'explique par le recul de la production céréalière dans la CEI (16 pour cent) et en Chine (2,5 pour cent), alors que cette production a progressé de 3 pour cent en Inde. S'agissant de la production céréalière dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier, l'indicateur 5 montre que la production a à peine varié dans ce groupe de pays. L'indicateur 6

³ Pour calculer cet indicateur, on fait la somme de la production, des importations et des stocks d'ouverture et on la compare à la somme de la consommation intérieure et des exportations.

montre toutefois que la production pour le sous-groupe des pays à faible revenu et à déficit vivrier, à l'exclusion de la Chine et de l'Inde, a légèrement augmenté.

20. L'indicateur 7 fournit des renseignements sur les prix à l'exportation des céréales. Il apparaît que les prix ont considérablement augmenté en 1994 par rapport à 1993 aussi bien pour le blé que pour le riz. Par exemple, le prix moyen du blé pour les cinq premiers mois de la campagne de commercialisation 1994/95 (c'est-à-dire la période allant de juillet à novembre) a dépassé de 13 pour cent celui de la moyenne correspondante pour 1993. En revanche, les prix du maïs ont enregistré une forte baisse par rapport au niveau de l'année précédente.

21. La situation de la sécurité alimentaire mondiale, telle qu'elle est évaluée sur la base de ces sept indicateurs, s'est détériorée dans son ensemble. Si les stocks mondiaux et les disponibilités céréalières globales semblent encore suffisants, cela s'explique uniquement par l'augmentation de la production de céréales secondaires dans les principaux pays exportateurs (indicateurs 2 et 3). En revanche, on a observé une détérioration des disponibilités à l'exportation pour les deux autres céréales principales, le blé et le riz (indicateur 3). En outre, les prix de ces deux produits sur le marché international ont marqué une hausse en 1994/95 (indicateur 7), ce qui n'a pas seulement aggravé les dépenses d'importation des pays nécessiteux, mais a aussi débouché sur une réduction des livraisons d'aide alimentaire. Simultanément, on s'attendait à ce que le volume des importations céréalières des pays en développement augmente d'environ 7 millions de tonnes en 1994/95. Ces facteurs témoignent d'une détérioration de la situation de la sécurité alimentaire pour les pays en développement importateurs de céréales. Dans le groupe des pays à faible revenu et à déficit vivrier, dont la production céréalière totale n'a quasiment pas évolué (indicateur 5), la production par habitant pourrait avoir diminué d'environ 2 pour cent. Malgré certains progrès de la production céréalière totale dans le sous-groupe des pays à faible revenu et à déficit vivrier, à l'exclusion de l'Inde et de la Chine (indicateur 6), cela n'a pas suffi à éviter une baisse de la production par habitant.

1.5 Sécurité alimentaire des ménages

22. Depuis l'examen par le CFS en 1994 de l'Indice global de la sécurité alimentaire des ménages (IGSAM), la méthodologie utilisée pour mettre au point cet indice a été diffusée par le biais d'une conférence électronique sur les indicateurs d'un développement agricole et rural durable à laquelle plus de 100 chercheurs et experts internationaux ont participé. L'enthousiasme avec lequel ces experts ont accueilli la méthodologie proposée a convaincu la FAO que l'approche adoptée était à la fois applicable et fiable⁴. A partir des observations qui ont été reçues, certaines améliorations ont été apportées aux méthodes de calcul et l'indice a été recalculé pour 1988-90 (la période de référence utilisée pour l'étude Agriculture: Horizon 2010 et aussi pour l'IGSAM communiqué au CFS en 1994). En appliquant les méthodes améliorées, l'indice a aussi été valable pour la période 1990-92, la période la plus récente pour laquelle on disposait de toutes les données nécessaires pour le calcul de l'indice, et aussi pour l'an 2010 sur la base des projections contenues dans l'étude de la FAO intitulée Agriculture: Horizon 2010⁵. Il est proposé qu'à l'avenir, on suive les progrès des différents pays en ce qui concerne la situation de leur sécurité alimentaire en utilisant la moyenne triennale la plus récente pour laquelle on dispose de données complètes, pour la comparer à la période de référence 1988-90 et aux projections à moyen terme les plus récentes dont dispose la FAO.

⁴ On trouvera des précisions sur la méthodologie utilisée pour le calcul de l'IGSAM dans le document CFS: 94/2, FAO, Rome, février 1994. Devant l'accueil favorable des experts qui ont participé à la première conférence électronique sur les indicateurs d'un développement agricole et rural durable, une autre conférence internationale sera organisée sous peu, sous l'égide de la FAO et avec la collaboration du Centre d'informatique du PNUD à New York; cette conférence portera plus particulièrement sur la question des indicateurs de la sécurité alimentaire.

⁵ La méthodologie et les hypothèses de base utilisées pour établir les projections sur lesquelles reposent les estimations des disponibilités alimentaires par habitant et le nombre de personnes sous-alimentées en l'an 2010 sont exposées en détail dans le document C:93/23, FAO, Rome, novembre 1993, chapitre 4.

23. Si l'on compare les valeurs estimatives de l'IGSAM pour la période de référence 1988-90 avec celles obtenues à partir des projections les plus probables établies pour l'année 2010, on observe que l'IGSAM devrait fléchir, bien que de manière marginale seulement, dans 10 des 62 pays à faible revenu et à déficit vivrier pour lesquels on dispose de données (tableau 2). Ces faibles replis sont sans effet sur la situation de la sécurité alimentaire dans l'un quelconque des pays considérés. Tous à l'exception de deux (Soudan et Zambie) ont connu une sécurité alimentaire moyenne ou élevée en 1988-90, situation qui devrait encore persister en 2010. De nettes améliorations sont envisagées pour les pays où la sécurité alimentaire était très faible ou critique en 1988-90 (c'est-à-dire l'Afghanistan, l'Angola, le Burundi, la République centrafricaine, le Tchad, Haïti, le Mozambique et la Somalie). Si on les compare à d'autres pays à faible revenu et à déficit vivrier, ces pays n'en continueront pas moins de se situer près du bas de l'échelle. Trois pays d'Asie où l'on observe de fortes améliorations (à savoir le Laos, les Philippines et le Sri Lanka) devraient avoir atteint une sécurité alimentaire élevée d'ici l'an 2010. Quatre autres, à savoir la Bolivie, la République dominicaine, le Nigéria et le Zimbabwe, devraient aussi connaître une amélioration sensible de leur position.

24. Les valeurs de l'IGSAM pour la période 1990-92 n'en demeurent pas moins inférieures à la tendance pour près de la moitié des pays étudiés, dont 19 en Afrique et 10 ailleurs. Parmi ces pays, 10 appartenant à l'Afrique et 3 appartenant à d'autres régions se situaient à un niveau de sécurité alimentaire faible ou critique en 1988-90 (Angola, Burkina Faso, République centrafricaine, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Mozambique, Sierra Leone, Somalie, Afghanistan, Haïti et Pérou). L'évolution dans ces pays sera étudiée au cours des prochaines années afin de déterminer si des mesures spéciales s'imposent pour renverser les tendances observées.

25. S'agissant de la situation actuelle des disponibilités alimentaires des pays à faible revenu et à déficit vivrier, un repli de la production céréalière par habitant est attendu en 1994/95, par rapport à 1993/94, dans 49 des 68 pays pour lesquels des renseignements sont disponibles. En Afrique, la production par habitant a fléchi dans 28 des 40 pays de la région, l'indice chutant de plus de 5 points dans 20 d'entre eux. La diminution moyenne pour tous les pays à faible revenu et à déficit vivrier s'est située à 1,9 pour cent. Même si au total 49 pays à faible revenu et à déficit vivrier ont enregistré un recul de la production céréalière par habitant en 1994/95, la consommation céréalière par habitant n'a diminué que dans 28 d'entre eux grâce à des prélèvements sur les stocks et à un recours accru aux importations. L'augmentation des importations devrait toutefois alourdir les dépenses afférentes aux importations, compte tenu de la hausse des prix internationaux du blé et du riz par rapport à l'année précédente. Sur les 28 pays à faible revenu et à déficit vivrier dans lesquels la consommation par habitant aurait diminué en 1994/95, le Mozambique est le seul où la tendance de l'IGSAM pour 1990/92 est préoccupante également. Parmi les pays à faible revenu et à déficit vivrier pour lesquels l'IGSAM n'a pas été calculé, la Mongolie et plusieurs petits Etats insulaires (Comores, Sao Tomé-et-Principe, Papouasie-Nouvelle-Guinée, îles Salomon, Vanuatu) ont enregistré une régression préoccupante.

1.6 Suite donnée à la Conférence internationale sur la nutrition

26. La Déclaration mondiale et le Plan d'action pour la nutrition qui ont été adoptés par la Conférence internationale sur la nutrition en 1992 ont défini l'objet des activités visant à éliminer la faim et la malnutrition, y compris les responsabilités à tous les niveaux. En 1993 et 1994, plus de 60 pays ont organisé des séminaires ou des ateliers relatifs à la Conférence internationale sur la nutrition qui ont concentré leurs efforts sur la réalisation des objectifs de cette Conférence. En outre, plus de 100 pays membres ont participé à des séminaires et à des ateliers régionaux et sous-régionaux chargés d'élaborer et de mettre en oeuvre des plans nationaux, de faire l'inventaire des ressources disponibles et de renforcer la coopération technique entre les pays de la région.

27. Dès décembre 1994, plus de 70 pays avaient fait savoir qu'ils avaient terminé l'élaboration de leurs projets de plan d'action, voire de leurs plans définitifs pour la nutrition, travail qui se poursuivait encore dans de nombreux autres pays. La plupart des pays se servent de mécanismes intersectoriels nationaux pour appuyer ou superviser l'exécution et le suivi des activités entreprises dans le cadre des plans d'action nationaux. Dans de nombreux pays, ces plans d'action sont élaborés à partir des plans de développement existants, tels que les programmes nationaux concernant la sécurité alimentaire, les programmes nationaux de lutte contre la pauvreté et les programmes d'action consécutifs au Sommet mondial pour les enfants, dépassant au besoin les neuf thèmes retenus par la Conférence internationale sur la nutrition pour inclure des domaines supplémentaires en fonction des besoins particuliers de certains pays. Dans l'ensemble, les domaines d'action prioritaires au sein de chaque domaine statistique dans la plupart des pays donnent une indication de l'étendue de la gamme d'activités prévues dans la Déclaration mondiale et le Plan d'action pour la nutrition de la CIN.

28. En 1993 et 1994, la FAO va continuer de s'attacher à aider les pays à atteindre les objectifs qui avaient été adoptés par la CIN en leur fournissant une assistance technique et financière; essentiellement par le biais de lettres d'accord, des PCT et d'accords SAT-1 du PNUD dont ont bénéficié plus de 80 pays membres. Un appui a été apporté aux consultants nationaux, à des ateliers nationaux et régionaux sur le suivi de la CIN (souvent en collaboration avec l'OMS), à l'élaboration de plans d'action nationaux pour la nutrition, au renforcement des efforts intersectoriels et à la capacité nationale de lier les plans d'action pour la nutrition aux plans de développement sectoriels nationaux existants et à l'identification d'activités spécifiques dans les secteurs alimentaire et agricole pour améliorer le bien-être nutritionnel. A tous les niveaux, la FAO travaille en étroite collaboration avec l'OMS pour coordonner les activités de suivi de la CIN; le PNUD et l'UNICEF appuient les activités dans plusieurs pays et un certain nombre d'ONG participent à l'élaboration des plans d'action nationaux pour la nutrition. Des rapports intérimaires sur la mise en oeuvre du Plan mondial d'action pour la nutrition, y compris les efforts déployés par les gouvernements membres, et sur le rôle d'appui de la FAO et sa collaboration avec d'autres institutions des Nations Unies, ont été présentés à la treizième session du Comité de l'agriculture⁶ ou sont en cours d'élaboration à l'intention de la cent huitième session du Conseil; un rapport conjoint FAO/OMS sera présenté à la vingt-huitième session de la Conférence de la FAO.

II. INCIDENCES DU CYCLE D'URUGUAY

2.1 Effets projetés

29. Selon des estimations figurant dans une étude OCDE/Banque mondiale, le niveau total des revenus en l'an 2000 sera majoré de 213 milliards de dollars E.-U. par la mise en oeuvre du Cycle d'Uruguay. Les revenus devraient augmenter dans toutes les régions à l'exception de l'Afrique et du Proche-Orient, où de faibles baisses sont envisagées. Les projections existantes de la FAO jusqu'à l'an 2000, qui utilisent la période 1987-89 comme référence, ont été modifiées pour tenir compte des variations des revenus indiquées plus haut ainsi que de l'abaissement des tarifs douaniers et des subventions à l'exportation qui ont été décidés dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Les marchandises visées par ces dispositions comprennent les principaux produits alimentaires (à l'exception des racines, des tubercules et des légumineuses) et certains autres produits agricoles (boissons tropicales, sucre, bananes, caoutchouc et cuirs et peaux). Les tableaux 3 à 7 donnent les effets projetés du Cycle d'Uruguay sur les prix des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux en l'an 2000; la production, la consommation et les échanges de produits agricoles; le coût des importations de produits alimentaires et la balance commerciale des pays en développement par

⁶ Il conviendra peut-être d'envisager en temps voulu de soumettre les rapports de suivi de la CIN au Comité de la sécurité alimentaire mondiale plutôt qu'au Comité de l'agriculture en raison de la ressemblance entre la question et d'autres thèmes des questions dont le CFS traite habituellement.

région; la consommation alimentaire dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier; et enfin les effets de l'insuffisance des récoltes.

30. Même en l'absence du Cycle d'Uruguay, les prix réels sur les marchés internationaux devaient, selon les projections, augmenter d'ici l'an 2000 par rapport à leur niveau de 1987-89. Les prix de la plupart des produits agricoles alimentaires et non alimentaires augmenteront sans doute sous l'effet du Cycle d'Uruguay; ceux des produits alimentaires sont indiqués au tableau 3. En ce qui concerne les produits non alimentaires, les prix augmenteront sans doute quelque peu pour le café, le cacao, les bananes, le caoutchouc naturel et les cuirs et peaux; la hausse pourrait être plus marquée pour le sucre tandis que les prix du thé pourraient fléchir quelque peu.

31. Il ressort des résultats de cette étude que les taux d'expansion de la production et de la consommation mondiales ne seraient pas sensiblement modifiés. Les taux d'expansion augmenteraient toutefois pour les échanges de produits alimentaires et agricoles (tableau 4). La structure projetée des échanges au niveau régional subira aussi une transformation profonde. D'ici l'an 2000, le volume des exportations des pays d'Europe occidentale pourrait marquer un repli; le volume des importations augmenterait au Japon et diminuerait en Europe orientale et dans la région de l'ex-URSS. En revanche, le volume des exportations en provenance d'Amérique du Nord et d'Océanie augmenterait. Dans les régions en développement, l'augmentation du volume des importations serait quasi générale, tandis que les exportations ne progresseraient de manière sensible qu'en Amérique latine et dans la région des Caraïbes ainsi qu'en Extrême-Orient.

32. Par suite des changements qui interviendront au niveau des prix et de la structure des échanges, la balance commerciale nette devrait connaître une profonde réorientation en ce qui concerne les produits visés par les projections (tableau 5). Les déficits commerciaux (les exportations et les importations étant mesurées sur une base f.o.b.) devraient se creuser pour l'Europe occidentale et le Japon et s'atténuer pour l'Europe orientale et la région de l'ex-URSS, tandis que les excédents de la balance commerciale devraient augmenter en Amérique du Nord et en Océanie. Parmi les régions en développement, l'excédent de 1 milliard de dollars E.-U. de l'Afrique devrait se transformer en déficit de 500 millions de dollars E.-U., le déficit du Proche-Orient passerait de 11 milliards de dollars E.-U. à 17 milliards de dollars E.-U., tandis que l'excédent de l'Amérique latine et de la région des Caraïbes devrait augmenter de 20 milliards de dollars E.-U. à 32 milliards de dollars E.-U. et que celui de l'Extrême-Orient devrait passer de 5 milliards de dollars E.-U. à 7,5 milliards de dollars E.-U.

33. Les projections de base ont été établies en tenant compte du Cycle d'Uruguay en supposant que les revenus progresseraient sous l'effet du Cycle d'Uruguay d'un peu plus de 200 milliards de dollars E.-U., selon les évaluations OCDE/Banque mondiale. Le GATT a toutefois donné à entendre que les revenus supplémentaires engendrés pourraient varier entre 109 milliards de dollars E.-U. et 510 milliards de dollars E.-U. Compte tenu de ces estimations extrêmement variables, une deuxième projection a été établie en doublant l'hypothèse de croissance. Les effets de ce scénario sont assez modestes. La valeur des échanges mondiaux de produits alimentaires augmenterait d'un peu plus de 1 pour cent seulement, la moitié de cette augmentation s'expliquant par le relèvement des prix et l'autre moitié par l'augmentation du volume des importations. Le riz, les produits laitiers et certaines viandes seraient les produits les plus touchés par une nouvelle augmentation de 0,7 pour cent des revenus mondiaux.

2.2 Répercussions sur la sécurité alimentaire

34. Il ressort de l'analyse ci-dessus que le relèvement attendu des prix des aliments de base sur le marché mondial et de certains autres produits agricoles aurait un effet relativement limité sur les taux d'expansion de la production et de la consommation, tant dans le monde entier que dans les pays en développement. Toutefois, l'accroissement des importations de produits alimentaires résultant du Cycle d'Uruguay serait important pour toutes les régions en développement; cet

accroissement serait compensé par une augmentation de la valeur des exportations agricoles uniquement en Amérique latine et dans les Caraïbes et en Extrême-Orient. Pour les pays à faible revenu et à déficit vivrier, la croissance démographique sera sans doute l'élément déterminant de la demande totale et par conséquent de la hausse du coût des importations de produits alimentaires, mais les effets du Cycle d'Uruguay n'en représenteraient pas moins entre 7 et 19 pour cent de l'augmentation totale projetée (tableau 5). La consommation par habitant dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier serait légèrement inférieure si l'on tient compte des effets du Cycle d'Uruguay que si on les exclut pour l'établissement des projections de base. En Afrique, la consommation par habitant projetée serait même inférieure à celle pour la période 1987-89 qui a été utilisée comme période de référence pour les projections (tableau 6).

35. Les insuffisances de la production alimentaire peuvent influencer et influent de manière décisive sur la sécurité alimentaire. Afin de simuler les conséquences qui pourraient en résulter, une réduction générale de 5 pour cent de la production par rapport à la tendance a été simulée pour toutes les céréales pour l'année 1999. Comme prévu, les effets sont spectaculaires: les prix des céréales pourraient être relevés de 30 à 73 pour cent malgré de lourds prélèvements sur les stocks (tableau 7). La consommation céréalière totale dans les pays en développement en l'an 2000 diminuerait de 2,5 pour cent, le volume des importations augmenterait légèrement, mais les dépenses afférentes aux importations enregistreraient une hausse de 40 pour cent. Une récolte exceptionnelle aurait un effet tout aussi marqué. Les prix des céréales chuteraient de 15 pour cent, la consommation de céréales augmenterait de 2,5 pour cent et le coût des importations diminuerait de 12 pour cent.

36. La hausse des prix pendant l'année déficitaire aurait été beaucoup plus marquée si le niveau des stocks projetés dans le modèle avait été différent. Bien que les stocks des gouvernements aient déjà fait l'objet de prélèvements importants au cours des dernières années, les stocks liés à la sécurité alimentaire ont été exemptés des engagements de réduction prévus dans le Cycle d'Uruguay et, dans le modèle, on a supposé que ces stocks seraient maintenus. Toutefois, le niveau projeté des stocks serait de toute évidence insuffisant pour freiner une hausse rapide des prix en cas de fléchissement de la production mondiale.

37. Par ailleurs, en cas de pénurie mondiale de produits alimentaires, de nombreux pays en développement qui suffisent presque à leurs propres besoins pourraient s'apercevoir que le relèvement des prix internationaux et la libéralisation du régime commercial entraîneront une augmentation des exportations de ces produits. Ces pays ont toutefois la possibilité d'instituer des prohibitions à l'exportation en vertu de l'Article 12 de l'Accord sur l'agriculture, sous réserve des conditions qui y sont énoncées.

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

38. L'analyse qui précède explique en partie les préoccupations qui sont à l'origine de la "Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires", dans laquelle les signataires reconnaissent que certains pays en développement "risquent de subir des effets négatifs pour ce qui est de disposer d'approvisionnements adéquats en produits alimentaires de base provenant de sources extérieures suivant des modalités et à des conditions raisonnables". Cette décision prévoit quatre formes d'assistance: a) assistance technique pour permettre d'améliorer la productivité et l'infrastructure agricoles; b) traitement différencié prévu dans tout accord ultérieur se rapportant à des crédits à l'exportation; c) aide alimentaire et d) facilités de crédit à court terme. A ce stade, l'alinéa b) ne semble pas appeler d'observations, mais les autres alinéas présentent un intérêt immédiat pour le CFS.

39. S'agissant de la première forme d'assistance envisagée dans le cadre de cette Décision, la FAO est de toute évidence particulièrement favorable à une assistance technique et financière visant à améliorer la productivité agricole et à renforcer les infrastructures, ce qui constitue en vérité la réaction que devrait susciter la hausse des prix mondiaux des produits alimentaires. Si une plus grande élasticité peut être conférée à l'offre, que ce soit à court ou à long terme, les dépenses au titre des importations n'augmenteront pas nécessairement avec la hausse des prix mondiaux, car elles sont à leur tour liées au degré d'autosuffisance des pays. Un pays qui est presque autosuffisant lorsque les prix mondiaux se situent à un niveau moyen sera sans doute en mesure de réduire ses dépenses d'importation moyennant des efforts de production relativement modestes lorsque les prix dépassent la moyenne. Simultanément, le relèvement des prix moyens sur le marché mondial confère aux pays un stimulant économique pour les encourager à accroître leur degré d'autosuffisance. C'est là l'une des raisons à l'origine de la nouvelle priorité que la FAO accorde à la promotion de la production alimentaire pour assurer la sécurité alimentaire des pays à faible revenu et à déficit vivrier. L'un des mécanismes possibles pour fournir cette assistance serait une réserve financière axée sur la production alimentaire des pays à faible revenu et à déficit vivrier. Cette réserve pourrait être assortie d'arrangements souples de financement qui permettraient de consentir des investissements aussi bien au secteur public qu'au secteur privé pour encourager dans certaines régions la culture de produits alimentaires pour lesquels le Cycle d'Uruguay a ouvert de nouveaux débouchés économiques.

40. Il n'est pas vraiment possible de déterminer quelle est la part du relèvement des prix mondiaux qui est due à la libéralisation des échanges et quelle est la part qui est due à des événements accidentels au cours d'une année donnée. Pour être réaliste, la hausse des prix à prendre en considération pour mettre en oeuvre la décision devrait être la hausse globale des prix pendant la période de référence, assortie éventuellement d'un seuil critique au-delà duquel les augmentations de prix seraient considérées excessives. Dans les autres dispositions de l'Acte final, les valeurs unitaires des importations pendant la période de référence 1986-88 ont été prises comme point de départ. Il existe toutefois d'autres possibilités. Par exemple, le niveau de référence pourrait être la dernière moyenne triennale avant l'entrée en vigueur du Cycle d'Uruguay, soit la période 1992-94. Ou la période de référence pourrait être une période mobile tenant compte de la tendance des prix ou une moyenne mobile. Les augmentations de prix qui dépasseraient d'un certain pourcentage celles d'une période de référence déterminée pourraient être considérées comme justifiant une assistance en vertu de la Décision du Cycle d'Uruguay.

41. Les débloquages de fonds provenant de toute réserve devraient être liés à l'évolution récente des prix. Pour le contrôle des prix, étant donné que l'on ne dispose pas de données à jour pour toutes les denrées alimentaires, il serait probablement nécessaire d'établir un indice des prix de ces produits à partir des cours des produits de base représentatifs pour lesquels on dispose des prix courants. Par exemple, si l'indice des prix mondiaux des produits alimentaires se situait à x pour cent au-dessus de la valeur de référence au cours des quelques premiers mois de l'année de commercialisation en cours, les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires qui rempliraient les conditions requises pourraient recevoir une indemnisation égale au produit de la hausse en pourcentage des prix au-delà du seuil d'intervention au cours de la période de référence par de la valeur tendancielle des importations de produits alimentaires pendant toute l'année considérée. Au lieu de la valeur tendancielle des importations de produits alimentaires, on pourrait aussi envisager de fixer la valeur de l'assistance financière à un montant égal à la quantité nécessaire pour maintenir les disponibilités alimentaires par habitant multiplié par la hausse des prix au-delà du seuil d'intervention.

42. Certains problèmes se posent au sujet des liens entre ce mécanisme et le mécanisme existant du FMI qui sert à aider les pays en développement confrontés à de brusques hausses du coût de leurs importations de céréales. Tout d'abord, le déclenchement du mécanisme existant est lié aux variations du coût des importations, et non au prix à l'importation ainsi qu'il a été proposé plus haut. En second lieu, ce mécanisme accorde un prêt qui doit être remboursé. On voit mal

comment un prêt, éventuellement remboursable lorsque les cours mondiaux des produits alimentaires retrouvent un niveau plus normal et subordonné au statut d'un pays auprès du FMI ou à son engagement d'entreprendre un programme d'ajustement structurel, pourrait raisonnablement être considéré comme une "indemnité" en vertu des principes d'une économie de bien-être. Il serait préférable que des hausses exceptionnelles du prix des denrées alimentaires ouvrent droit à des dons et non à des prêts, que ce soit sous forme d'une aide en nature ou d'une aide financière liée et qui viendrait s'ajouter aux disponibilités financières existantes et ne leur serait pas subordonnée. Il serait peut-être souhaitable de fixer un délai pour le fonctionnement de tout mécanisme financier qui pourrait être utilisé ou établi en vertu de la Décision du Cycle d'Uruguay étant donné qu'après un certain temps, 10 ans par exemple, on peut supposer que les effets du Cycle d'Uruguay auront été pleinement absorbés par les nouvelles structures économiques. En dernier lieu, diverses autres questions se posent à ce sujet et devront être examinées: admissibilité, définition des produits alimentaires, préférence des pays remplissant les conditions requises pour une aide alimentaire et/ou une aide financière, enfin, questions administratives, juridiques et financières.

43. En conclusion, quatre domaines qui mériteraient un nouvel examen approfondi par le CFS ont été proposés:

- niveau optimal des stocks de réserve pour assurer la sécurité alimentaire nationale et garantir une consommation moyenne par habitant indépendamment des fluctuations du marché mondial au cours de la période qui suivra le Cycle d'Uruguay, et mesures propres à garantir ce niveau;
- niveau de sécurité minimum des stocks mondiaux permettant d'éviter des crises commerciales;
- critères permettant d'interpréter les dispositions de l'Article 12 de l'Accord sur l'agriculture, pour ce qui est des circonstances dans lesquelles des prohibitions à l'exportation pourraient être instituées et applicabilité aux pays en développement de la clause en vertu de laquelle l'exportateur est dans l'obligation de prendre en considération la sécurité alimentaire des membres importateurs;
- critères et moyens de mettre en oeuvre la "Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires", notamment en ce qui concerne la mise en place éventuelle de mécanismes financiers pour promouvoir un accroissement de la production alimentaire et contrebalancer les majorations de prix imputables au Cycle d'Uruguay.

TABLEAU 1
Variation des indicateurs de la sécurité alimentaire

	Moyenne ¹	1992/93	1993/94	1994/95 ²
1. Rapport entre les stocks céréaliers et la consommation de céréales au niveau mondial	20	21	18	17
2. Rapport entre les disponibilités des cinq principaux exportateurs ³ et les besoins	1,24	1,25	1,17	1,17
3. Stocks céréaliers de clôture en pourcentage de l'utilisation totale chez les principaux exportateurs				
Blé ³	24,7	25,9	23,4	17,0
Céréales secondaires ³	24,2	29,9	13,3	18,0
Riz ⁴	10,6	11,6	9,4	8,2
Total	21,4	22,3	15,2	15,6
	Taux tendanciel de croissance annuelle 1983/84 -1993/94	Variations en pourcentage par rapport à l'année précédente		
4. Variations de la production céréalière de la Chine, de l'Inde et de la CEI	+0,93	+6,65	+0,19	-4,07
5. Variations de la production céréalière dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier	+1,69	+1,68	+2,20	+0,05
6. Variations de la production céréalière dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier à l'exclusion de la Chine et de l'Inde	+2,95	-0,48	+4,25	+1,61
	Variations en pourcentage par rapport à la campagne précédente			
7. Prix à l'exportation ⁵ (moyennes annuelles)				
	Blé	-4,7	0,0	+8,3
	Maïs	-11,8	+16,5	-14,2
	Riz	-1,1	-10,6	+13,7

¹ Moyenne des campagnes 1987/88-1991/92.

² Projection.

³ Argentine, Australie, Canada, CEE, Etats-Unis.

⁴ Chine, Pakistan, Thaïlande, Etats-Unis, Viet Nam.

⁵ Blé = US N°2 Hard winter; maïs = US N°2 Yellow; Riz = brisures (AI super).

Pour les prix du blé et du maïs en 1994/95, moyenne portant sur cinq mois seulement (juillet-novembre). Les prix du riz ont été calculés à partir de la moyenne de l'année civile pour la première année indiquée.

TABLEAU 2
Indice de la consommation par habitant et indice global de la sécurité alimentaire des ménages¹

	Estimation de la consommation alimentaire par habitant		IGSAM ³			
	1993/94	1994/95	1988-90 chiffres réels	1990-92 chiffres réels	1991 tendances ⁴	2010 projection
	(1980/81-1985/86=100)		Indice			
TOTAL PAYS A FAIBLE REVENU ET A DEFICIT VIVRIER	103,3	103,0				
dont:						
AFRIQUE						
Angola	75,7	95,7	67,8	67,5	68,6	76,5
Bénin	113,9	117,0	82,3	84,9	82,3	81,7
Botswana	106,1	118,7	79,8	79,6	80,2	84,2
Burkina Faso	142,4	157,0	72,5	70,4	72,7	74,9
Burundi	57,6	64,4	65,0	65,9	65,5	70,7
Cameroun	88,2	80,6	78,6	73,1	78,5	76,9
Cap-Vert	118,0	122,9	-	-	-	-
Rép. centrafricaine	79,1	80,5	54,7	20,0	55,9	68,4
Tchad	105,8	95,8	46,6	54,2	47,3	54,7
Comores	98,4	78,7	-	-	-	-
Congq	104,6	109,6	79,1	78,1	79,1	78,8
Côte d'Ivoire	84,9	90,5	87,2	85,3	87,2	87,1
Djibouti	183,8	197,9	-	-	-	-
Egypte	107,5	108,0	95,1	95,4	95,2	96,1
Guinée équatoriale	146,5	153,9	-	-	-	-
Gambie	108,8	108,0	78,5	79,7	78,9	83,0
Ghana	122,7	126,4	73,0	72,1	73,3	76,3
Guinée	119,5	116,5	80,2	82,5	80,2	79,8
Guinée-Bissau	110,9	116,8	-	-	-	-
Kenya	91,3	109,9	70,2	69,6	70,4	72,8
Lesotho	104,7	108,0	74,9	73,5	75,1	77,1
Libéria	42,1	43,2	77,1	60,6	76,9	75,6
Madagascar	101,8	94,4	81,2	80,3	81,4	83,2
Malawi	95,9	113,3	71,6	69,6	71,8	74,4
Mali	125,6	127,4	75,2	74,5	75,5	79,3
Mauritanie	103,1	105,9	82,8	85,5	83,0	85,2
Maroc	100,1	101,0	94,5	94,2	94,6	95,8
Mozambique	129,1	115,1	52,3	45,2	53,7	68,9
Niger	90,9	82,9	73,0	74,5	73,2	74,8
Nigéria	108,1	95,6	71,9	74,5	72,6	79,2
Rwanda	72,2	69,7	67,6	68,1	68,0	71,7

TABLEAU 2
Indice de la consommation par habitant et indice global de la sécurité alimentaire des ménages¹ (suite)

	Estimation de la consommation alimentaire par habitant		IGSAM ²			
	1993/94	1994/95	1988-90 chiffres réels	1990-92 chiffres réels	1991 tendances ⁴	2010 projection
	(1980/81-1985/86=100)		Indice			
Sao Tomé-et-Principe	97,1	96,4	-	-	-	-
Sénégal	88,4	88,8	76,5	78,1	76,9	81,0
Sierra Leone	73,9	76,9	66,8	66,3	67,1	70,8
Somalie	71,9	117,4	42,0	22,2	43,2	57,2
Soudan	106,7	105,5	72,0	72,3	72,0	71,3
Swaziland	97,4	98,5	91,0	90,9	91,2	92,5
Tanzanie	79,0	78,7	77,0	73,8	77,0	76,9
Togo	119,3	116,4	78,6	78,3	78,6	79,1
Ouganda	156,2	156,7	76,7	76,4	76,7	77,1
Zaire	101,3	103,6	75,5	75,1	75,5	76,1
Zambie	92,9	95,4	72,2	72,0	72,2	72,0
Zimbabwe	104,2	115,2	77,6	73,7	78,1	84,0
ASIE						
Afghanistan	64,0	64,5	55,0	35,7	55,8	64,1
Bangladesh	102,8	102,5	74,7	76,7	75,1	79,7
Bhoutan	58,9	60,6	-	-	-	-
Cambodge	107,9	104,9	81,0	74,4	80,9	79,7
Chine ²	111,3	107,1	86,1	87,9	86,8	93,4
Inde	107,6	108,7	82,4	83,0	82,8	86,8
Indonésie	109,8	110,0	90,4	91,3	90,8	94,9
Jordanie	86,2	85,9	97,6	97,7	97,6	97,6
Laos	98,5	101,0	79,4	79,5	80,1	87,7
Maldives	115,4	152,3	-	-	-	-
Mongolie	34,1	24,6	-	-	-	-
Népal	109,1	109,6	78,5	75,1	78,6	80,3
Pakistan	106,5	106,0	86,1	85,8	86,4	89,7
Philippines	112,1	110,2	84,1	84,3	84,7	90,8
Sri Lanka	101,7	102,8	80,4	80,7	81,1	88,6
Syrie	97,3	97,9	97,2	97,5	97,2	97,4
Yémen	103,4	100,3	83,5	83,7	83,8	86,6
AMERIQUE LATINE						
Bolivie	84,9	94,9	72,3	74,2	72,9	79,1
Colombie	104,3	104,0	85,4	87,0	85,7	88,4
Rép. dominicaine	96,7	96,6	77,9	77,7	78,4	83,6

TABLEAU 2
Indice de la consommation par habitant et indice global de la sécurité alimentaire des ménages¹ (fin)

	Estimation de la consommation alimentaire par habitant		IGSAM ³			
	1993/94	1994/95	1988-90 chiffres réels	1990-92 chiffres réels	1991 tendances ⁴	2010 projection
	(1980/81-1985/86=100)		Indice			
Equateur	90,4	90,7	86,6	86,4	86,8	88,7
El Salvador	99,6	97,1	81,8	83,7	82,0	84,6
Guatemala	104,6	100,9	82,3	81,9	82,4	82,6
Haïti	106,5	97,3	23,1	20,5	25,9	78,7
Honduras	90,5	90,3	84,9	87,3	85,2	88,0
Nicaragua	108,9	104,8	80,8	79,7	80,9	81,7
Pérou	103,6	106,6	74,2	69,0	74,6	78,5
OCEANIE						
Kiribati	91,9	102,4	-	-	-	-
Papouasie- Nouvelle-Guinée	131,6	129,2	-	-	-	-
Samoa	132,9	143,9	-	-	-	-
Iles Salomon	93,7	90,6	-	-	-	-
Vanuatu	95,1	92,8	-	-	-	-

Source: Pour la consommation alimentaire par habitant, FAO (décembre 1994).

¹ Tous les pays à faible revenu et à déficit vivrier ne figurent pas dans le tableau faute de données.

² Y compris la province de Taïwan pour l'estimation de la consommation alimentaire par habitant, mais à l'exclusion de la province de Taïwan pour le calcul de l'IGSAM.

³ L'IGSAM est calculé de la manière exposée dans le document CFS:94/2 de la FAO, bien que les méthodes informatisées aient été perfectionnées depuis et que l'aide alimentaire ne soit plus déduite des disponibilités en calories. L'indice est calculé en établissant la moyenne de l'apport alimentaire énergétique par habitant pour les périodes indiquées plutôt qu'en calculant la moyenne des valeurs des indices pour les années de référence. Les valeurs de l'indice pour 2010 sont calculées à partir de l'évolution la plus probable des disponibilités alimentaires par habitant d'après les estimations qui figurent dans l'étude Agriculture: Horizon 2010.

⁴ La valeur tendancielle de l'IGSAM pour 1991 a été estimée en appliquant jusqu'en 2010 le taux de croissance implicite pendant la période de projection 1988-90.

TABLEAU 3
Evolution des prix internationaux de produits alimentaires d'ici l'an 2000 par rapport à la période 1987-89

	Compte non tenu du Cycle d'Uruguay	Compte tenu du Cycle d'Uruguay
	<i>(pourcentage)</i>	
Blé	-3	+4
Riz	+7	+15
Maïs	+3	+7
Millet/sorgho	+5	+10
Autres céréales	-2	+5
Matières grasses et huiles	-4	0
Protéines d'oléagineux	+3	+4
Viande de porc	+6	+14
Viande de mouton	+3	+13
Viande bovine	+13	+24
Volaille	+5	+14
Lait	+33	+41

TABLEAU 4
Taux de croissance réels et projetés de la production, de la consommation
et des échanges

	1978*-1988*		1988*-2000 (référence)		1988*-2000 Cycle d'Uruguay	
	Produits alimentaires ¹	Total ²	Produits alimentaires	Total	Produits alimentaires	Total
	<i>(pourcentage par an)</i>					
Production						
Total mondial	2,2	2,2	1,6	1,7	1,6	1,6
Pays développés	1,2	1,1	0,3	0,3	0,2	0,3
Pays en développement	4,0	3,8	3,2	3,1	3,2	3,1
Consommation						
Total mondial	2,3	2,3	1,6	1,6	1,5	1,6
Pays développés	1,2	1,1	0	0,1	0	0,1
Pays en développement	4,0	4,1	3,2	3,2	3,2	3,2
Importations						
Total mondial	3,0	2,7	1,5	1,5	1,7	1,6
Pays développés	2,5	1,8	0,1	0,1	0,4	0,4
Pays en développement	4,7	4,5	3,5	3,3	3,5	3,3
Exportations						
Total mondial	3,1	2,8	1,2	1,3	1,4	1,4
Pays développés	3,1	3,1	0,7	0,6	0,8	0,8
Pays en développement	4,7	3,1	3,9	2,9	4,2	3,1

* Moyenne triennale dont l'année centrale est l'année indiquée.

¹ Les produits alimentaires comprennent les céréales, les produits de l'élevage et les graines oléagineuses.

² Produits alimentaires plus certains autres produits de base.

TABLEAU 5
Accroissement du coût des importations de produits alimentaires et évolution de la balance commerciale agricole des pays en développement d'ici l'an 2000 par rapport à la période 1987-89

Région	Nombre de pays ¹	Coût des importations de produits alimentaires ¹		Variation	Balance commerciale agricole	
		1987-89	Année 2000		Année de référence	Année 2000
<i>(en milliards de dollars E.-U.)</i>						
Afrique						
Tous les pays en développement						
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	52	6,0	10,5	4,5	0,5	11%
	43	3,5	6,3	2,8	0,2	7%
Amérique latine et Caraïbes						
Tous les pays en développement						
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	46	8,0	12,7	4,7	0,3	6%
	10	1,6	2,4	0,8	0,1	12,5%
Proche-Orient						
Tous les pays en développement						
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	19	11,5	16,8	5,3	0,8	15%
	6	3,7	4,7	1,0	0,1	10%
Extrême-Orient						
Tous les pays en développement						
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	20	14,5	24,7	10,2	2,0	20%
	13	9,0	14,2	5,2	1,0	19%

¹ Les produits alimentaires comprennent les céréales, les graines oléagineuses et leurs dérivés, la viande et les produits laitiers.

² Les pays sont examinés séparément; en outre, un certain nombre de petits pays ont été groupés pour la présente étude.

TABLEAU 6

Indice de la consommation de produits alimentaires¹ dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier en l'an 2000 (1987-89=100)

	Consommation totale		Consommation par habitant	
	Valeur de référence	Compte tenu des effets du Cycle d'Uruguay	Valeur de référence	Compte tenu des effets du Cycle d'Uruguay
Afrique	147,1	146,2	100,4	99,7
Amérique latine et Caraïbes	133,1	132,7	102,2	101,9
Extrême-Orient	153,6	153,5	124,2	124,1
Proche-Orient	131,9	131,0	92,6	91,9
Autres	137,9	139,0	106,5	107,3
Total	151,1	150,8	118,0	117,8

¹ La consommation de produits alimentaires comprend l'utilisation comme aliments des céréales, de la viande, du lait et les produits laitiers, ainsi que des matières grasses et des huiles.

TABLEAU 7

Indice des répercussions de l'insuffisance des récoltes sur les prix des céréales (1987-89=100)

	Blé	Riz	Maïs	Millet/sorgho	Autres céréales
Récolte normale					
Indice de référence	97	107	103	105	98
Avec effets du Cycle d'Uruguay	104	115	107	110	105
Mauvaise récolte					
Indice de référence	122	161	128	136	122
Avec effets du Cycle d'Uruguay	130	173	134	142	130
Récolte exceptionnelle					
Indice de référence	78	73	84	84	80
Avec effets du Cycle d'Uruguay	84	79	88	88	86